



Réponse à mes détracteurs au sujet de Cuba

J'ai l'immodestie d'avoir pour les personnes qui ont des avis contraires aux miens la considération dont il me prive, et je suis honoré de faire connaître leur point de vue.

C'est pourquoi j'ai tenu à ce que figure en page d'accueil de notre site le texte très polémique du plus intransigeant de ces "indignés", Michel Taupin, parmi les autres, Maxime Vivas, Jacques Milhas, Dominique Leduc, P. Bouhaha, relayés par les réseaux de l'ambassade cubaine à Paris.

Toutefois, il m'appartient de leur répondre publiquement, car les méthodes employées pour me contredire sont à l'image de celles qu'utilisent tous les aficionados des partis uniques de la planète, et je ne puis l'accepter sans rien dire.

En premier lieu, ces "indignés" jettent le discrédit sur les opposants cubains. On connaît la méthode, typique de tous les États autocratiques ou totalitaires. Sakharov, Soljenitsyne, Rostropovitch, Noureev, et tant d'autres artistes de génie, étaient considérés comme traîtres à leur patrie, des agents de l'étranger et des suppôts de l'impérialisme américain, à l'époque de leur dissidence contre le régime soviétique. Le gouvernement chinois procède de même, et l'on sait ce que la remise, en 2010, du Prix Nobel de la Paix à Liu Xiaobo suscita d'insultes et d'accusations mensongères contre lui, sans oublier les pressions pour l'empêcher d'obtenir une telle distinction.

Les critiques de mes contradicteurs ne tiennent pas compte de ma totale condamnation des mesures injustes et arbitraires prises depuis si longtemps par les USA contre Cuba. Je dénonce avec insistance le blocus, considérant qu'il est l'un des freins principaux à l'émancipation du peuple cubain, et qu'il pénalise, non le régime castriste, mais la population. Ce point de vue est sciemment passé sous silence.

J'écris aussi en toutes lettres :

"Rappelons toutefois que Cuba est le pays d'Amérique latine où les droits sociaux, l'accès aux soins et à l'éducation, l'égalité homme/femme, sont sans équivalent dans cette région du monde, alors que tant de démocraties sud-américaines donnent le spectacle de la corruption, de l'inégalité et de la guerre civile".

Pourtant, ces personnes me reprochent de comparer Cuba aux "dictatures chiliennes, argentines, brésiliennes" ou à la "Colombie actuelle" ! C'est dire si elles ne savent lire et comprendre que ce qui sert leur partialité et leur intolérance face à des idées contraires aux leurs dont ils caricaturent les arguments.

En fait, ma dénonciation du régime cubain porte sur l'incontestable main mise absolue de la politique à Cuba par les acteurs octogénaires d'une révolution, vieille de plus de cinquante ans, qui agonise et dont ils entretiennent artificiellement la survie à la seule fin de se maintenir au pouvoir coûte que coûte. Je ne suis pas contre la nation cubaine, mais contre tout système du parti unique, sous quelque forme qu'il se présente et de quelque manière qu'on le justifie.

Ces trois dernières années, nous avons soutenu nos camarades tunisiens à travers un partenariat artistique très engagé. À l'époque de Ben Ali, il n'y avait qu'un seul parti ; depuis la révolution, il y en a plus de quatre-vingt ! Les citoyens qui avaient subi durant vingt trois ans la bonne parole de la seule formation politique autorisée ne s'étaient jamais exprimés librement. Ils le feront d'ici peu en élisant les femmes et les hommes auxquels seront confiés les responsabilités du pouvoir législatif et exécutif.



C'est au peuple cubain de choisir ses dirigeants dans des élections libres, avec des candidats émanant de diverses formations, et non d'un seul parti ayant réponse à tout. Ma divergence fondamentale avec les inconditionnels du castrisme tient au fait que la révolution cubaine est "l'opium du peuple", une mythologie que ses protagonistes, devenus les apparatchiks d'une caste qui censure et condamne toute forme de contestation, utilisent comme une camisole idéologique pour contraindre le peuple cubain à adorer les légendes et les héros de l'épopée révolutionnaire dont le culte du Che ravive sans cesse la mémoire. Il s'agit d'une sorte de religiosité laïque à laquelle il est impossible d'échapper. Une écrasante majorité de cubains n'ont pas connu cette révolution et sont otages de l'obsessionnelle propagande dont on les gave de la naissance à la mort.

En Corée du Nord, la junte familiale communiste au pouvoir agit de même, avec cependant la monstrueuse machine à tuer, enfermer, torturer, à transformer tout à un pays en un camp d'extermination à ciel ouvert, autant d'horreurs et d'aberrations qui n'existent pas à Cuba où les dissidents ne sont pas massacrés. On les emprisonne au titre de leur collaboration avec des puissances ennemies, puis on les exile. C'est cette forme de démocratie que mes détracteurs vénèrent! Et ils abhorrent bien entendu tout ceux qui la remettent en question. Heureusement que je n'ai pas publié mon texte à Cuba, en étant Cubain, car je serais déjà en prison, puis contraint à l'exil après un procès truqué. Mais il n'aurait évidemment jamais été publié dans aucun journal et chez aucun éditeur du pays! Commençons par là : de quel espace d'expression dispose les opposants cubains ?... Rien, nada ! Ils ont tous les droits, mais surtout celui de se taire.

Dans une démocratie digne de ce nom, il faut que de nouvelles générations de responsables élus au suffrage universel remplacent les anciennes, et que les politiques évoluent avec leur temps, le contexte historique, les mentalités. J'espère de tout cœur que très vite les Cubains auront le choix entre plusieurs candidats, issus de partis représentant diverses sensibilités de l'opinion publique, vœu que ne partage pas les officiants de la religion castriste puisqu'ils s'imaginent que l'opinion publique cubaine est toute acquise à la cause du Leader Maximo, dernier grand Timonier de l'histoire du communisme universel ! Les serviteurs zélés de Ben Ali, et les gouvernements occidentaux qui encensaient l'homme providentiel, pensaient de même ! On a vu ce qu'il en a été dès que le peuple s'est révolté, balayant en quelques semaines un État policier dont il ne reste rien.

Je trouverai l'occasion de mettre Cuba au programme d'une prochaine édition du festival, en réunissant les conditions d'un débat ouvert et contradictoire qui rende compte de la complexité de ce pays. Je m'y suis rendu en 2009 pour rencontrer des peintres et produire à L'Haÿ-les-Roses une grande exposition d'arts plastiques représentative des immenses talents méconnus dont regorge cette nation; mais cela ne s'est pas fait pour des raisons techniques. Je souhaite ardemment que le peuple cubain accède à une démocratie parlementaire et républicaine. Il en a le droit et le mérite. Alors, même si je reconnais que Cuba est le pays le plus social d'Amérique latine, il n'en reste pas moins que je suis par principe un opposant du parti unique et, aussi imparfait soit-il, un défenseur du multipartisme.

Georges BOUKOFF

Directeur fondateur du Festival des Droits Humains et des Cultures du Monde de L'Haÿ-les-Roses